C'est l'histoire tourmentée du Burundi qui fait craindre le pire

Courrier International, 26/01/2016 Burundi. Conjurer les démons du génocide Par René Lemarchand Politique à ses débuts, le conflit burundais a réveillé les démons de l'ethnicisme. Le passé comme le contexte régional nourrisse funeste perspective d'un massacre de masse. "L'instauration d'un dialogue national peut-elle mettre un term au Burundi ?― s'interrogeaient les participants d'une conférence internationale qui se déroulait à Bujumbura e quelques jours aprÃ"s le génocide rwandais. La question se pose toujours aujourd'hui.

Alors que le Burundi semble chaque jour faire un pas de plus en direction du gouffre, le souvenir du génocide rwandais

pÃ"se sur l'avenir de ce petit pays pauvre d'Afrique centrale. De nombreux observateurs se demandent si l'ouver plusieurs fois reportée, d'un dialoque avec l'opposition pourrait permettre de rompre le cycle de violence qu'a pro d©cision du président Pierre Nkurunziza de se présenter à un troisià me mandat, en violation de la Constitution. Si une redite des événements de 1994 paraît improbable, elle n'est pas entiÃ"rement exclue. L'ombre du Rwanda vo Burundi a beaucoup de points communs avec son voisin du nord. Outre l'étroitesse de leur territoire, l'absence de ressources naturelles et la densité élevée de leur population, ces deux pays se divisent entre Tutsis et Hutus, ces derniers représentant environ 80 % des 10 millions d'habitants au Burundi. Et, comme au Rwanda, une bonne partie de l'histoire du Burundi depuis son indépendance, en 1962, s'est écrite dans le sang. Les destins des deux pays diffÃ néanmoins sur la question du génocide. Contrairement au Rwanda, où l'extermination de prà s de 600 000 Tutsis a permis la prise du pouvoir par le Front patriotique rwandais (FPR), le Burundi a réglé ses interminables différends avec la conclusion d'un compromis constitutionnel accordant 60Â % des postes parlementaires et gouvernementaux aux Hutus et 40 % aux Tutsis. L'armée a été réorganisée de manière à comprendre autant de Hutus que de Tutsis. Longterr aux nues, ce bel exemple d'ingénierie constitutionnelle est aujourd'hui sur le point de s'effondrer et d'emport tous les espoirs d'une transition pacifique vers la démocratie. Â Fragmentée et mal organisée, l'opposition au p Nkurunziza porte sa part de responsabilité dans le chaos actuel. Le 11 décembre, l'attaque de trois bases militaires par des hommes en armes a fait des dizaines de victimes. Les meurtres par vengeance n'ont pas tardé Ã se multiplier. Selon un rapport publié le 15 janvier par l'agence des Nations unies pour les réfugiés, trois fosses communes auraient étÃ mises à jour, certaines contenant plusieurs centaines de corps. Une dizaine de femmes, majoritairement tutsis, auraient aussi fait l'objet de violences sexuelles. Pendant ce temps, un nouveau groupe d'opposition baptisé les Forces républicaines du Burundi rassemblerait de nombreux déserteurs de l'armée et commencerait prendre pied dans plusieurs régions du pays. Personne ne sait quels partis seront invités aux pourparlers dont l'ouverture est prévue pou fin du mois à Arusha, en Tanzanie. Ce qui est certain, c'est que la violence devrait encore se déchaîner durant les prochaines semaines. On a beaucoup répété que le Burundi ne présentait pas la même polarisation ethnique que le Rwanda. Et jusqu'à présent les Forces de défense nationale (FDN) ont fait preuve d'un bel esprit de cohésion fa qui contestent son autorité. Mais les signes de tensions ethniques sont indiscutablement lÃ, notamment dans les quartiers à majorité tutsi. La composition du paysage urbain n'est pas le seul élément à prendre en compte, il y a au des paramà tres régionaux. Qu'elles soient fondées ou non, les allégations selon lesquelles le Rwanda chercherait Ã manipuler les réfugiés pour déstabiliser le régime du Burundi n'écartent pas la possibilité d'une infiltration pa éIéments basés au Rwanda, ni celle d'une intervention militaire rwandaise au cas où la communauté des Tutsis fer l'objet de persécutions. Le Rwanda sert autant de garantie de sécurité pour la minorité tutsi que de source d'instabilité politique. Racines historiques L'histoire tourmentée du Burundi apporte un autre éclairage impo Certains responsables politiques hutus estiment en effet que le génocide des Tutsis était une réponse au massacre de 1972, quand prÃ"s de 200 000 civils hutus ont été éliminés par une armée et des milices entiÃ"rement composées de Tutsis (les Jeunesses révolutionnaires Rwagasore). Le fait qu'il s'agissait au départ d'une insurrection locale de menée par des Hutus n'enlÃ"ve rien au caractÃ"re génocidaire de ce mouvement, qui a causé des centaines, voire de milliers, de morts chez les Tutsis. Plus que le génocide rwandais, c'est celui des Hutus en 1972 qui offre la grille de lecture la plus pertinente pour comprendre la crise actuelle. Un nombre surprenant de responsables politiques hutus â€" dont Nkurunziza et son ancien chef de la sécurité. Adolphe Nshirmirimana, mort en 2015 – ont vu leur pà re, leurs amis et leurs proches se faire massacrer en 1972. Surnommés "les orphelins du génocide―, ces hommes et ces femmes gai le souvenir vivace des horreurs infligées à leurs familles. Comme en 1972, les jeunes militants constituent un formidable instrument de violence dans les campagnes. Et comme en 1972, quand de nombreux Hutus étaient membres de l'Eglise de Pentecôte, le président Nkurunziza brandit fià rement l'étendard des "nouveaux chrétiens―, n'hésitan comme l'instrument de Dieu, dont la victoire avait été annoncée bien avant les élections de 2005. Autant dire que co prétentions messianiques n'augurent rien de bon pour une solution négociée. La démission de Nkurunziza â€" quâ€ l'opposition avant l'ouverture des discussions à Arusha â€" n'est guÃ"re envisageable. Il existe néanmoins d' d'augmenter la pression sur le régime pour l'inciter à plus de souplesse. L'économie du Burundi est en miette revenus de plus en plus limités de l'Etat ne tarderont pas à entamer la légitimité du régime, à redoubler les doléa forces de sécurité et à affaiblir les alliances régionales. Autant d'éIéments qui pourraient inciter Nkurunziza à ne à la seule Providence – ou Imana, le concept divin selon la tradition burundaise – pour prendre les décisions les plus rationnelles et les plus pertinentes dans le cadre d'une solution négociée avec les forces de l'opposition, à l'interes dans le cadre d'une solution négociée avec les forces de l'opposition, à l'interes dans le cadre d'une solution négociée avec les forces de l'opposition, à l'interes dans le cadre d'une solution négociée avec les forces de l'opposition, à l'interes dans le cadre d'une solution négociée avec les forces de l'opposition, à l'interes dans le cadre d'une solution négociée avec les forces de l'opposition, à l'interes dans le cadre d'une solution négociée avec les forces de l'opposition, à l'interes dans le cadre d'une solution négociée avec les forces de l'opposition, à l'interes dans le cadre d'une solution négociée avec les forces de l'opposition, à l'interes dans le cadre d'une solution négociée avec les forces de l'opposition, à l'interes dans le cadre dans l comme à l'extérieur de ses frontià res. René Lemarchand Source AFRICAN ARGUMENTS